



LES RESULTATS DE LA POLITIQUE DE SECURITE EN 2011 DANS LE DEPARTEMENT DU NORD

MARDI 17 JANVIER 2012

L'Etat assure la sécurité des citoyens et la protection des populations : la question de la sécurité génère de fortes attentes de la part des citoyens. Elle est la première des responsabilités de l'Etat.

Les tendances relevées pour l'année 2011 marquent une **nette amélioration des résultats** par rapport aux années précédentes, avec notamment la **poursuite du recul de la délinquance générale** (-2,4 % zones police et gendarmerie confondues, -2,6 % en zone police) plus marquée encore qu'en 2010, où la délinquance avait globalement baissé de 1,1 %.

Face à des formes de délinquance qui évoluent, l'ensemble des **acteurs de la sécurité** est **mobilisé**. La **réorganisation des services** de police et de gendarmerie mise en œuvre au cours des dernières années a permis de renforcer leur **réactivité** et d'apporter une **réponse ciblée** à chaque type d'insécurité.

Par ailleurs, la **démarche partenariale de prévention de la délinquance** s'est poursuivie en 2011. Dans le cadre de l'application de la loi du 5 mars 2007, de nombreux **élus** s'impliquent personnellement dans la mise en œuvre et le suivi des **conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance** et des **cellules de veille**.

L'année 2011 se caractérise par ailleurs par un **progrès encourageant dans la lutte contre l'insécurité routière**. **80 personnes** ont été **tuées** sur les routes du département, soit 5 de moins qu'en 2010. Leur nombre a été diminué de moitié depuis 2002 (169 morts).

UNE NOUVELLE BAISSÉ DE LA DELINQUANCE DANS LE DEPARTEMENT DU NORD

Rappel : la nouvelle architecture de la statistique de la criminalité et de la délinquance, mise en place en 2010, repose sur de nouveaux indicateurs ciblés permettant de mesurer d'une part l'évolution de la délinquance et d'autre part l'efficacité de l'action des services. Ils permettent ainsi d'avoir une meilleure connaissance des agissements des délinquants et des résultats de l'action des services.

	2011	2011/2010
Atteintes aux biens	101 255	- 2,8 %
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	25 133	- 0,6 %
Escroqueries et infractions économiques et financières	13 241	- 17,9 %
Infractions révélées par l'action des services	13 888	+11,4 %

	2011	2011/2010
Taux d'élucidation		
Atteintes aux biens	15,6 %	+ 0,1 pt
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	62,6 %	+ 0,7 pt
Escroqueries et infractions économiques et financières	47,2 %	+ 1,2 pt

En 2011, le département du Nord enregistre une nouvelle baisse de la délinquance. Avec une évolution favorable de -2,4 %, ces résultats s'inscrivent dans la tendance observée depuis 2003. Ils sont le fruit de l'action des services de police et de gendarmerie et de l'engagement résolu des services pour assurer toujours plus de sécurité et de tranquillité aux citoyens.

Cette **baisse**, qui concerne l'**ensemble des principaux agrégats** (tableau ci-dessus), doit néanmoins être **nuancée** par une **augmentation limitée des cambriolages de locaux industriels et commerciaux** (+1,6 %, soit +37 faits) et **des violences non crapuleuses** (+1,8 %, soit +249 faits), lesquelles concernent essentiellement les violences intra familiales, sur lesquelles l'action de la police est limitée.

Les résultats dans les **agglomérations** du département sont par ailleurs **satisfaisants** puisque la délinquance générale recule dans les agglomérations de Lille (-1,48 %), Dunkerque (-2,20 %), Valenciennes (-3,76 %), Douai (-5,65 %), Cambrai (-5,48 %) et Maubeuge (-12,65 %). Elle progresse de 6,58 % à Hazebrouck pour un volume d'infractions constatées qui reste limité à 1 036 infractions en 2011 contre 972 en 2010. Le taux d'élucidation global des actes de délinquance y est de 56,3 %, c'est-à-dire le plus élevé du département.

Pour l'année 2011, la **délinquance de proximité**, mesurée par l'indicateur de pilotage des services, connaît, avec 73 191 faits enregistrés, une évolution très favorable dans le département, avec une diminution de 6,5 % des infractions constatées (-4 721 faits) en zone police et de 5,2 % (-343 faits) en zone gendarmerie.

Cette baisse est sensible sur tous les centres urbains de la région, à l'exception de Gravelines où 361 faits supplémentaires ont été constatés en 2011 (+12,8 %).

- **UNE BAISSÉ SIGNIFICATIVE DES ATTEINTES AUX BIENS**

Les atteintes aux biens, qui représentent 64 % de la délinquance générale, **reculent globalement de 2,8 %** avec 101 255 faits constatés en 2011, soit 2 919 faits de moins que l'année précédente. Il s'agit de la 6^{ème} année consécutive de baisse. Le **taux d'élucidation** (zones police et gendarmerie confondues) s'améliore de 0,1 point pour s'élever à 15,6 %.

Parmi les faits comptabilisés, les **vols à la roulotte et accessoires** (-6,5 %, soit -1 427 faits), les **destructions et dégradations de biens** (plus de 2 000 faits de moins) et les **vols d'automobiles** (-5,2 %, soit -312 faits) sont **en diminution**. Les **autres vols simples au préjudice de particuliers** (+413 faits), tout comme les **vols par ruse** augmentent (488 faits, + 50 % en zone police).

Les vols à mains armée sont en légère baisse (213 infractions contre 220 en 2010).

Les cambriolages diminuent globalement de 3,8 %. Ceux concernant des habitations sont en baisse de -3,6 %, soit -341 faits, alors qu'ils affichaient une augmentation de 11,7 % entre 2009 et 2010 (soit +1 600 faits). Ceux concernant les bâtiments industriels et commerciaux augmentent légèrement de 1,6 %, avec 2 336 faits, soit 37 de plus qu'en 2010.

Les incendies volontaires ont connu une baisse conséquente de 9,4 %, soit 345 faits de moins qu'en 2010.

Pour obtenir ces résultats, les forces de l'ordre poursuivi **l'adaptation constante de leur mode d'action** : renforcement de la présence sur le terrain avec la mise en place du dispositif des **patrouilleurs**, poursuite du travail de surveillance et de contrôle de la **cellule anti-cambriolage police-gendarmerie au niveau départemental**, avec un mode d'action reposant sur une **approche globale**.

Les violences urbaines ont continué de baisser en 2011. Le nombre de véhicules incendiés au cours de l'année est de 2 192, soit 116 de moins qu'en 2010 (-5,0 %) Le nombre de **jets de projectiles** est également **en nette diminution** (-36,8 %), avec 163 faits, soit 95 de moins qu'en 2010.

La **lutte contre la violence dans le sport** et en particulier le hooliganisme, est également un enjeu important dans le département où deux clubs de football (le LOSC et le VAFC) sont engagés en ligue 1. En 2011, **44 interdictions de stade** (43 en 2010) ont été prises à l'encontre de supporters et sont toujours en cours pour la saison 2011-2012. Les matchs sensibles du championnat de ligue 1 et tous les matches de coupe d'Europe font l'objet d'une réunion préparatoire en préfecture du Nord pour le LOSC et en sous-préfecture de Valenciennes pour VAFC.

⚡ Infractions en baisse	⬆ Infractions en hausse
<ul style="list-style-type: none"> • vols à la roulotte : -6,5 % (-1 427 faits) • cambriolages : -3,8 % (-583 faits) • incendies volontaires : -9,4 % (-345 faits) • vols à main armée : -3,2 % (-7 faits) 	<ul style="list-style-type: none"> • vols simples : + 4,3 % (+413 faits) • vols à la tire : +2,5 % (+101 faits)

- **UNE BAISSSE DES ATTEINTES VOLONTAIRES A L'INTEGRITE PHYSIQUE**

L'**augmentation des atteintes volontaires à l'intégrité physique** constatée en 2010 a été **enrayée**. En 2011, 25 133 faits ont été relevés, soit 159 de moins qu'en 2010 (- 0,6 %). Ils représentent près de 16 % des faits de délinquance générale.

Parmi cette catégorie de faits, les **violences non-crapuleuses**, qui concernent principalement les **violences intra-familiales augmentent de 1,8 %** (13 967 faits en 2011, soit +249 faits). En dehors des **actions de prévention** et de **sensibilisation** pour faciliter et **inciter au dépôt de plaintes**, l'impact des services de police sur cette catégorie de faits demeure limité.

L'évolution est en revanche inverse pour les faits de **violences crapuleuses** qui **diminuent** de 3,6 %, avec 5 599 faits constatés en 2011, soit 208 de moins.

Le **taux d'élucidation** de ce type d'infraction est de **62,6 %** et enregistre une hausse de 0,7 point, poursuivant ainsi l'augmentation observée ces dernières années.

En outre, les **violences à dépositaires d'autorité** qui avaient fortement augmenté en 2010 **décroissent légèrement** cette année de 1,16 % (-12 cas).

⬇ Violences en baisse	⬆ Violences en hausse
<ul style="list-style-type: none"> • violences physiques crapuleuses : -3,6 % (-208 faits) • violences sexuelles : -2,2 % (-28 faits) 	<ul style="list-style-type: none"> • violences physiques non crapuleuses : +1,8 % (+249 faits)

- **UNE DIMINUTION DES ESCROQUERIES ET INFRACTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES**

Représentant 8,4 % de la délinquance générale, les **escroqueries et infractions économiques et financières connaissent en 2011 une forte baisse de 17,9 %**, avec 13 241 infractions constatées, soit 2 891 de moins. Ces résultats sont d'autant plus à souligner qu'ils interviennent après une année 2010 marquée par une hausse 8 % de ces infractions. Le **taux d'élucidation** se maintient à un très bon niveau puisqu'il atteint **47,2 %** en progression de 1,2 point par rapport à l'année dernière.

Les **escroqueries et abus de confiance** qui **représentent près de 60 % des infractions de cette catégorie** sont **en baisse** (-1 148 faits). Les falsifications et usages de chèques et de cartes de crédit sont également en baisse (-1 870 faits).

La **lutte contre les fraudes et le travail dissimulé** constitue une **priorité du gouvernement**. Le comité départemental de lutte contre la fraude (CODAF), créé en 2010, a engagé sous son égide **338 procédures dont 196 sont issues de contrôles coordonnés** contre 185 en 2010. Ces contrôles sont **réalisés par des équipes pluridisciplinaires** (URSSAF, police, Inspection du travail, douanes, DRFIP...). Le **taux de contrôles coordonnés** dans le département est de **58 %**, très largement au dessus de l'objectif national en la matière (25 %). Parmi ces opérations, 114 concernent le secteur de la construction, 80 de la restauration et 78 celui du commerce.

⬇ Infractions en baisse	⬆ Infractions en hausse
<ul style="list-style-type: none"> • Falsifications et usages de chèques volés : -40,0 % (-1 516 faits) • Falsifications et usages de carte de crédit : -16,8 % (-354 faits) • Escroqueries et abus de confiance : -12,7 % (-1 148 faits) 	<ul style="list-style-type: none"> • Travail clandestin : + 4,9 % (+9 faits)

- **LES INFRACTIONS REVELEES PAR L'ACTION DES SERVICES (IRAS) EN AUGMENTATION**

La **qualité du travail d'enquête et d'investigation** des forces de l'ordre et leur réactivité ont permis en 2011 de révéler **11,4 % d'infractions de plus qu'en 2010**, soit 13 888 faits (+1 418). Elles représentent près de 9 % des faits de délinquance.

L'effort porté sur la **lutte contre le trafic de stupéfiants** s'est poursuivi et a permis de consolider les résultats de l'année dernière avec **227 activités de trafic et vente de stupéfiants révélés** par les services (226 en 2010).

- **LA DELINQUANCE DES MINEURS EN BAISSSE**

Les mineurs représentent un **cinquième des individus mis en cause** par la police ou la gendarmerie, soit environ **10 750 personnes**. La délinquance des mineurs de sexe féminin reste marginale avec moins de 3 % du total des faits commis par les mineurs.

Parmi l'ensemble des mis en cause, la proportion de personnes mineures selon la nature des faits reprochés est très variable : moins de 5 % des escroqueries et infractions économiques et financières, 20 % des violences envers des dépositaires de l'autorité, un quart des vols à main armée, un tiers des vols à la roulotte et des dégradations de biens, 43 % des vols de véhicules, 45 % des incendies volontaires, plus de la moitié des vols avec violence sans arme, des vols à la tire et des ceux des deux roues.

Atteintes aux biens	5 014 faits	-7,0 %
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	3 471 faits	4,8 %
Escroqueries et infractions économiques et financières	150 faits	-14,8 %
Infractions révélées par l'action des services	2 003 faits	11,1 %

L'ADAPTATION DES SERVICES A L'EVOLUTION DE LA DELINQUANCE

Les résultats obtenus sont le fruit d'une mobilisation de l'ensemble des acteurs de la sécurité et de l'**adaptation permanente de l'organisation** et des **moyens d'intervention** des forces de sécurité pour **répondre** plus efficacement à la **réalité de la délinquance**.

- **LE DEVELOPPEMENT DE LA COORDINATION POLICE NATIONALE – GENDARMERIE NATIONALE**

Après la création en mars 2009 de la circonscription unique « Lille agglomération » par la fusion des 4 circonscriptions de Lille, Roubaix, Tourcoing et Armentières, la mise en place de la **police d'agglomération** a été **généralisée** dans l'ensemble du département du Nord : les **districts de police** ont été **remplacés** depuis le 1^{er} janvier 2011 **par des circonscriptions d'agglomération**. Ce nouveau mode d'action a permis d'assurer une meilleure présence des **policiers sur le terrain** (rationalisation des fonctions support et d'état-major) et de mobiliser les moyens très rapidement lorsque c'est nécessaire.

S'agissant de l'**organisation de la gendarmerie**, après la création d'un groupement unique en 2010 sur le département du Nord, la dissolution de la compagnie de Roubaix et une réorganisation territoriale conséquente pour les unités, l'année 2011 a permis de consolider cette nouvelle architecture et d'**achever cette évolution avec l'intégration de l'ancienne circonscription de sécurité publique (CSP) de Fourmies** le 1 mai. Ces évolutions ont facilité l'émergence d'une dynamique générale sur l'ensemble de la zone de gendarmerie (72 % du territoire, 29 % de la population).

Depuis 2 ans, les **services de police** et les **unités de gendarmerie travaillent étroitement** à la fois dans le domaine de la **lutte contre la délinquance et de la sécurité routière**.

L'objectif est de donner **plus d'efficacité à la sécurité**, en **mutualisant les moyens**, en développant les **coopérations** (actions coordonnées) et en renforçant le maillage territorial.

Cela permet de renforcer la **présence** des forces de sécurité **sur le terrain** et d'améliorer leur **réactivité** (la création de la cellule anti-cambriolages illustre cette évolution, de m[^]me que la mise en place du dispositif des patrouilleurs).

Le **développement des échanges d'information** et la **systématisation de la coordination des services dans l'action quotidienne** a permis de démontrer l'**efficacité du rapprochement de la police et de la gendarmerie** dans le respect des identités de chaque force. **Réalité opérationnelle** vécue au quotidien à travers la cellule anti-cambriolage qui a élargi ses compétences à d'autres phénomènes, notamment les vols de métaux ou les vols par ruse, cette coopération est un levier de performance important.

- **UNE ATTENTION PARTICULIERE PORTEE A LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**

La **démarche partenariale de prévention de la délinquance** s'est poursuivie en 2011. Dans le cadre de l'application de la loi de prévention de la délinquance du 5 mars 2007, de **nombreux élus s'impliquent personnellement** dans la mise en oeuvre et le suivi des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance et des cellules de veille. Aujourd'hui, l'ensemble des arrondissements disposent de **conseils locaux ou intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance**. Ces instances sont désormais au nombre de **36, regroupant 128 communes et touchant 1,8 million d'habitants**.

Le **fonds interministériel de prévention de la délinquance** (FIPD) créé par la loi du 5 mars 2007 pour appuyer l'action des maires sur ce thème s'est élevé en 2011 pour le département à **910 900 euros**. La part la plus importante de ces crédits est investie au profit de projets de **lutte contre les violences intra-familiales**, et plus particulièrement de lutte contre les **violences faites aux femmes** (44 %), **d'aide aux victimes** (16%), **d'accompagnement des détenus à la sortie de prison** (14 %). Ce dernier pourcentage est à souligner car il marque la complémentarité nécessaire entre la politique de répression, de prévention mais également de réinsertion.

Le FIPD vient par ailleurs en soutien aux collectivités locales qui souhaitent procéder à l'installation de caméras de vidéo-protection sur leur territoire. En 2011, l'installation de la **vidéo-protection** dans le département du Nord a continué son évolution positive, notamment sur la voie publique. La commission départementale des systèmes de vidéo-protection, chargée de donner son accord pour l'installation de caméras dans des lieux ouverts au public, a examiné **507 dossiers, pour un total de 3 942 caméras** (5 946 en 2010 qui avait vu le renouvellement d'une très grande partie des systèmes des agences bancaires du département). Sur les 507 dossiers, **26 concernent des dispositifs de voie publique** (contre 19 en 2010), **soit 259 caméras** (contre 127 en 2010) mises en service par 15 communes, un transporteur et 4 bailleurs

En application du plan national de développement de la vidéo-protection, **le soutien financier de l'Etat aux collectivités s'est élevé en 2011 dans ce domaine à plus de 700 000 euros**. Depuis 2008, **plus de 2 millions d'euros de crédits de l'Etat** ont été investis au titre du FIPD aux côtés des collectivités pour co-financer des projets de vidéo-protection.

L'usage de drogues constitue, dans la région comme dans le reste de la France, un problème de santé publique majeur. Associé à une dimension festive et récréative, en partie idéalisé, ses impacts sanitaires, médicaux et sociaux sont multiples et les dégâts qu'il cause sont trop souvent minimisés. C'est pourquoi les **services de l'Etat** sont pleinement **mobilisés**, en lien avec les professionnels de la santé, le réseau associatif et les collectivités

territoriales **pour faire reculer, de manière coordonnée, les consommations excessives d'alcool et de drogues illicites**. Leur action s'inscrit dans le cadre d'un **dispositif global de prévention et de répression**, déclinant le plan gouvernemental de lutte contre les drogues et les toxicomanies (prévenir, communiquer, informer ; faire appliquer la loi ; soigner, insérer et réduire les risques ; former, chercher, conserver ; agir au plan international).

S'agissant de la **prévention des addictions**, l'Etat a souhaité, dans la région, mettre l'accent sur la **lutte contre le fléau de l'alcoolisme**, et tout particulièrement chez les jeunes.

Dans le domaine de la **répression**, police, gendarmerie et douanes **luttent contre l'usage et le trafic de stupéfiants et contre le trafic d'alcool frelaté**. Par sa situation géographique, la région constitue une zone de passage vers l'étranger et une plate-forme privilégiée pour tous les trafics. Un sixième du cannabis et près d'un tiers de l'ecstasy saisis en France chaque année, le sont dans le Nord – Pas-de-Calais.

En 2011, la **Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT)** qui anime et soutient les efforts des partenaires publics dans tous les domaines de la lutte contre les drogues et les toxicomanies **a financé 58 actions, pour un montant de près de 406 000 euros dans le département du Nord**. Ces projets sont mis en œuvre par des associations, collectivités, établissements scolaires... dans les domaines de la prévention des consommations, de la prise en charge sanitaire et médicosociale ou encore de l'application de la loi et de la répression du trafic.

- **LA VALORISATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES**

Au-delà de la réorganisation et des structures, l'évolution des **méthodes de travail** et des **moyens d'actions** explique les résultats enregistrés.

Les experts de la **police technique et scientifique (PTS)** apportent aux enquêteurs de la police et la gendarmerie des **savoir-faire** et des **moyens techniques** modernes qui font avancer les enquêtes en apportant des **preuves matérielles**. Les nouveaux moyens d'investigation et l'**exploitation des traces** permettent de retrouver les auteurs. Le département du Nord est celui qui **exploite le plus grand nombre de traces** au niveau national, conduisant **au plus grand nombre d'interpellations**. L'évolution de la **technologie** permet par ailleurs aujourd'hui d'exploiter des **traces anciennes** permettant la mise en cause de leurs auteurs.

Avec le **déploiement de 17 véhicules dotés de lecteurs automatisés de plaques d'immatriculation**, la mise en œuvre d'une **nouvelle application pour traiter les appels et gérer les interventions** au profit de la population depuis le 1 février 2011, la **généralisation du procès verbal électronique** en septembre 2011 et l'arrivée prochaine d'un **logiciel facilitant encore les analyses et les rapprochements sur les phénomènes sériels**, les services de police et unités de gendarmerie dans le Nord poursuivent leur évolution technologique, dans l'esprit de la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieurs (LOPPSI 2).

SECURITE ROUTIERE : UNE NOUVELLE DIMINUTION DE LA MORTALITE SUR LES ROUTES

- **LA MORTALITE SUR LES ROUTES DU DEPARTEMENT A DIMINUE DE MOITIE EN 10 ANS**

Le département du Nord connaît une nouvelle baisse de la mortalité sur les routes avec **80 tués** pour 2011, soit une diminution de 5,9 % par rapport à l'année dernière (85 tués) et un **ratio d'un mort pour 32 150 habitants**. C'est presque **deux fois moins que le taux moyen d'un mort pour 16 243 habitants au niveau national**.

Ces résultats s'inscrivent dans une **tendance longue de diminution des morts sur la route** puisque depuis 2002, ce chiffre a diminué de moitié dans le Nord. Cette évolution témoigne non seulement du **fort engagement de l'Etat** dans ce domaine, de la **grande mobilisation des forces de l'ordre sur le terrain** mais aussi de l'**évolution des pratiques de conduite** de tous les usagers. Elle s'inscrit dans la tendance nationale d'une baisse de la mortalité sur la route pour la dixième année consécutive.

Ces résultats satisfaisants ne doivent pas faire oublier que 2011 a vu dans le département du Nord une **augmentation des accidents au nombre de 2 061 (+10,7 %) et du nombre des blessés (2 393 soit +6,5 % par rapport à 2010)**. Ces résultats vont à l'inverse de la tendance nationale qui marque une baisse de 3,1 % des accidents corporels et de 4,2 % des blessés. Ils témoignent de la nécessité de conserver une action vigilante et intransigeante vis à vis des comportements dangereux sur les routes.

- **LES MOTARDS PARTICULIEREMENT VULNERABLES**

Cette année, les **motards** ont été particulièrement touchés puisque, avec **23 tués** (contre 15 en 2010), ils représentent près de **30 % des victimes d'accidents mortels** alors qu'ils ne constituent qu'1 à 2 % environ des conducteurs.

Vigilants quant à cette situation, les services de l'Etat dans le département renforcent continuellement leur attention à l'endroit de ces conducteurs très exposés aux dangers de la route. Des **actions de prévention** comme les opérations « reprise du guidon » ou « post-permis », qui consistent à sensibiliser les motards aux spécificités de la conduite de ce type de véhicule par un stage à la fois théorique et pratique, seront renouvelées dès le début de cette année. Par ailleurs, les **contrôles** sur les axes de circulation seront renforcés.

- **UNE POLITIQUE DE SECURITE RENFORCEE ET UNE PLUS GRANDE PEDAGOGIE**

La **mortalité de toutes les autres catégories d'usagers diminue** (piétons, cyclistes, cyclomotoristes, automobilistes et conducteurs de poids-lourds). Par ailleurs, le département enregistre une **diminution des jeunes tués** sur les routes puisque le nombre des victimes de moins de 24 ans est passé de 25 en 2010 à 19 en 2011.

Ces bonnes performances en matière de sécurité routière sont le résultat d'une mobilisation constante de toutes les forces de sécurité et d'une volonté affirmée de protéger nos concitoyens, qu'ils soient conducteurs ou piétons. Elles résultent de la **bonne collaboration avec les collectivités locales, les associations et les acteurs de la vie commerciale et festive**.

Au demeurant, l'augmentation du nombre d'accidents et de blessés, tout comme la fragilité des deux-roues doivent nous inciter à ne pas baisser la garde. **La sécurité routière est un défi de chaque instant et repose sur la responsabilité de chacun.**

L'analyse des accidents mortels montre que la **vitesse excessive est en cause dans 30 % des cas et l'alcool dans 20 %**.

- **L'INSTALLATION DES RADARS : PREVENIR ET EDUQUER**

L'effort porté sur le respect des limitations de vitesse sera maintenu et renforcé pour l'année 2012. Actuellement, **31 radars fixes sont en fonction** dans le département du Nord et 6 autres seront implantés sur le territoire dans les prochains mois. **Trente et un radars de feux tricolores** sont par ailleurs actifs aux abords des carrefours les plus accidentogènes des centres urbains du département. Les résultats du dispositif témoignent de son efficacité : entre 2010 et 2011, le nombre d'infractions relevées par les radars de vitesse fixes est passé de 412 359 à 406 824, soit une diminution de 1,36 %.

Dans la perspective d'une **meilleure sensibilisation des conducteurs**, l'Etat poursuit sans relâche son effort de pédagogie, notamment suite au Comité interministériel de la sécurité routière (CISR) du 11 mai 2011. D'ici à la fin de l'année, **tous les panneaux signalant la présence d'un radar à proximité seront remplacés par des radars pédagogiques**. Le premier d'entre eux a été mis en service le 29 décembre 2011, près de Strazeele. **Dix radars pédagogiques** seront également installés dans les **zones dangereuses non pourvues de radars automatiques**. Enfin, la préfecture du Nord finance dans le cadre du programme départemental d'actions de sécurité routière (PDASR) des projets de prévention et de sensibilisation, portés par les communes.

Désormais, les appareils indiquant la localisation des radars sont interdits. Les membres de l'Association Française des Fournisseurs et Utilisateurs de Technologies d'Aide à la Conduite se sont engagés, dans le cadre d'un protocole signé en juillet dernier avec l'Etat, à modifier leurs produits dans ce sens.

- **MIEUX REGULER LA VITESSE**

Dans le but de limiter le risque d'accidents et de permettre un meilleur écoulement du flux de véhicules très intense aux abords de la métropole lilloise, le département a par ailleurs procédé à **l'harmonisation des vitesses sur la rocade lilloise et l'autoroute A25 le 11 juillet 2011**.

Une première évaluation de cette mesure montre, s'agissant de l'A25, **un respect des limitations qui tend à s'améliorer au fil des mois** depuis sa mise en application. Dans le sens entrant, les taux de respect de la vitesse réglementaire varient en moyenne de 85 % (zone à 110km/h) et 75 % (zone à 90km/h). Depuis la mise en place de cette nouvelle prescription, le taux de dépassement de la limitation à 90km/h déjà existante sur le boulevard périphérique sud tend à diminuer. Les **accidents mortels ont diminué (-4) ainsi que le nombre de personnes blessées (-7)** sur les tronçons concernés. Un nouveau bilan des vitesses pratiquées sur les voies rapides urbaines de l'agglomération lilloise sera réalisé en juin prochain.

En outre, une étude sera réalisée par l'Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux (IFSTTAR) selon la méthode de simulation des situations de trafic étudiées et projetées. Cette analyse statistique permettra d'évaluer le nombre d'accidents (ou le risque d'accident) si l'opération n'avait pas été mise en œuvre et de faire la comparaison entre les accidents prédits et ceux réellement survenus.

Il est trop tôt à ce jour pour pouvoir faire un premier diagnostic représentatif sur ce champ. Ces éléments seront communiqués courant octobre 2012. Sur la base des retours d'expériences identiques, une baisse de l'ordre de 10 % de la gravité et du nombre d'accidents peut être envisagée.

La direction interdépartementale des routes (Dir) Nord est attentive aux résultats des évaluations sur les vitesses pratiquées ainsi que sur l'accidentologie notamment aux entrecroisements (accidents impliquant les poids-lourds) avant de se prononcer sur l'opportunité de la mise en oeuvre d'une mesure **de différenciation des vitesses entre les véhicules légers et les poids-lourds**.

- **LA POURSUITE DU COMBAT CONTRE L'ALCOOL AU VOLANT**

La préfecture s'est particulièrement impliquée dans la **lutte contre l'alcool au volant qui reste l'une des premières causes d'accidents mortels**. Elle a renforcé ses contrôles sur la voie publique et veillé à la mise en place d'éthylomètres dans les boîtes de nuit du département. En outre, dès le printemps prochain, cette démarche sera complétée par la présence obligatoire d'un éthylotest dans chaque véhicule.

A Lille, plus de 50 opérations de contrôle d'alcoolémie ont été menées en 2011 dans les 2 quartiers qui comportent de nombreux bars et boîtes de nuit, visant à la fois les **conducteurs** de véhicules mais également les **piétons**.

Par ailleurs, 280 établissements ont été contrôlés, donnant lieu au relevé de 448 infractions, parmi lesquelles la vente d'alcool par des épiceries après 22 heures et le défaut de mise à disposition d'éthylomètres permettant le dépistage de l'imprégnation alcoolique.

En 2012 comme en 2011, la préfecture du Nord travaillera, en concertation avec tous les acteurs concernés, dans une démarche alliant la pédagogie sur les risques de la conduite alcoolisée, la responsabilisation de tous et la répression des délits routiers liés à l'alcool.

- **DE NOUVELLES MESURES POUR LA SECURITE ROUTIERE**

Le décret portant diverses mesures de sécurité routière, paru le 4 janvier 2012 au Journal officiel, met en application les mesures réglementaires décidées par le Comité interministériel de la sécurité routière du 11 mai 2011.

La première d'entre elles vise à dissuader les excès de vitesse en interdisant l'utilisation des avertisseurs de radars. **Les appareils indiquant la localisation des radars sont interdits d'usage**. Depuis le 5 janvier dernier, le non-respect de cette interdiction est passible d'une amende de 1 500 euros, de la saisie de l'appareil et d'un retrait de 6 points sur le permis de conduire.

Les autres mesures sont destinées :

- **à renforcer la vigilance au volant par l'aggravation des sanctions en cas d'usage d'un téléphone ou d'un appareil à écran en conduisant** ; l'usage d'un téléphone tenu en main par le conducteur d'un véhicule en circulation est désormais puni d'une contravention de 4ème classe (au lieu de 2ème classe), d'un montant de 135 euros (au lieu de 35 euros) et d'un retrait de 3 points du permis de conduire (au lieu d'un retrait de 2 points). L'utilisation d'un téléviseur, d'une console de jeu vidéo, d'un « smartphone » ou de tout autre appareil doté d'un écran allumé dans le champ de vision et ne constituant pas une aide à la conduite ou à la navigation est sanctionnée d'une contravention de 5ème classe (au lieu de 4ème classe) d'un montant de 1 500 euros au maximum (au lieu de 135 euros). L'appareil pourra être saisi par les forces de l'ordre et définitivement confisqué après condamnation du contrevenant par le tribunal. Cette infraction est désormais passible d'un retrait de 3 points sur le permis de conduire (au lieu d'un retrait de 2 points).

- **à sécuriser l'usage des deux-roues motorisés en les rendant plus visibles.** À partir du 1er janvier 2013, le port visible d'un équipement rétro-réfléchissant de taille de 150 cm², en une ou plusieurs parties hors du casque (par exemple incrustation ou brassard sur la manche du blouson), pour les conducteurs et passagers d'une moto de plus de 125cm³ ou d'un tricycle motorisé de plus de 15 kilowatts sera obligatoire. Le non-respect de cette disposition sera passible d'une amende de 68 euros et d'un retrait de 2 points sur le permis de conduire du conducteur. Le décret augmente la sanction pour l'usage de plaque d'immatriculation non conforme (y compris pour les automobilistes) : de 68 euros, elle passe à 135 euros. Au 1er juillet 2012, seront mises sur le marché des plaques d'immatriculation de 180 x 200 mm, soit la même dimension que celles nouvellement introduites en Allemagne. Dès cette date, ces nouvelles plaques équiperont obligatoirement les deux-roues motorisés pour toute nouvelle immatriculation, mutation ou tout changement de plaque. À cette date, les autres tailles de plaque ne pourront plus être posées.

- **à augmenter la sécurité des personnes intervenant sur la route en sanctionnant plus sévèrement le non-respect des règles de circulation aux abords des chantiers routiers et sur les bandes d'arrêt d'urgence (BAU).** Le non-respect des prescriptions de fermeture totale ou partielle de segments routiers est désormais sanctionné d'un retrait de 3 points du permis de conduire (s'ajoutant à l'amende de 135 euros). La BAU est une voie de secours réservée à l'arrêt ou au stationnement de véhicules en cas de nécessité absolue. Le chevauchement ou franchissement du marquage au sol d'une BAU, hors situation d'urgence, est désormais passible d'une amende de 135 euros et d'un retrait de 1 point sur le permis de conduire. Le fait de circuler sur cette voie devient une amende de 135 euros au lieu de 35 euros, avec un retrait de 3 points sur le permis de conduire.